

Le gaspillage alimentaire augmente de moitié durant le ramadhan

Page 4

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4176 - Jeudi 18 mai 2017 - Prix : 10 DA

Tizi Ouzou

Le maire de la ville démissionne du RCD

Page 3

Déploiement diplomatique

Lamamra aux Etats-Unis et Boutarfa en Espagne

Page 3

Le MSP selon son président

Par Mohamed Habili

S'il faut en croire le président du MSP, Abderrezak Makri, la direction de son parti, qui attend pour se réunir la proclamation des résultats des législatives par le Conseil constitutionnel, repoussera l'offre du président faite au lendemain du 4 mai par l'intermédiaire de Abdelmalek Sellal de faire partie du prochain gouvernement. Une majorité de cette direction serait d'accord avec lui pour rester sur une position d'opposition ferme envers le pouvoir actuel. On se demande comment il peut en être aussi certain, alors que de son propre aveu le MSP est divisé sur cette question, en trois tendances a-t-il tenu à préciser, dont une seule est exactement sur la même position que lui. Car, à côté de celle dont il n'a que mépris, composée à ce qu'il dit d'opportunistes acquis à une seule cause, celle de leurs intérêts personnels, il en est une troisième regroupant les radicaux du parti, qui pour sa part est contre la présence même au Parlement. On voit tout de suite que si Makri ne doute pas que le moment venu, c'est-à-dire dans peu de jours, si ce n'est pas dans les heures qui viennent, c'est le rejet de la proposition présidentielle qui l'emportera, c'est parce qu'il est certain que les radicaux lui apporteront leur soutien, ce qui d'ailleurs semble tout à fait logique. En supposant en effet, comme d'ailleurs lui-même le laisse entendre, que ces trois tendances sont grosso modo d'un poids égal, l'addition des voix de celle dans laquelle il se reconnaît et de celles des radicaux devrait lui permettre d'imposer son propre choix au parti. **Suite en page 3**

Retard de réalisation des logements

Tebboune pointe du doigt le ministère des Finances et le CPA



PH/D. R.

Le département de Abdelmadjid Tebboune a annoncé qu'environ 164 812 unités de logements étaient prêtes pour distribution, tandis que le taux de réalisation de 185 000 autres avait atteint les 60%. La réalisation de cette dernière série de logements a été retardé en raison du «manque de financement du ministère des Finances et du Crédit populaire d'Algérie», a précisé le communiqué. **Lire page 2**

Sidi Achour Motos Pièces

Une usine de montage de scooters Honda en 2018

Page 11

Festival de Cannes

Forte participation des films de langue française

Page 13

Retard de réalisation des logements

Tebboune pointe du doigt le ministère des Finances et le CPA

■ Le département de Abdelmadjid Tebboune a annoncé qu'environ 164 812 unités de logement étaient prêtes pour distribution, tandis que le taux de réalisation de 185 000 autres avait atteint les 60%. La réalisation de cette dernière série de logements a été retardé en raison du «manque de financement du ministère des Finances et du Crédit populaire d'Algérie», a précisé le communiqué.

Par Meriem Benchaouia

La réalisation des différents programmes de logements en Algérie accuse d'énormes retards. Tous les segments du logement sont en souffrance, que ce soit l'AADL, le LSP, le LPP, social, etc. Sur un total de logements en projet, tous types confondus, seuls quelques-uns sont achevés et la plupart ne sont pas encore distribués. Cette situation ne cesse de provoquer la colère des milliers de bénéficiaires de ces logements. Le ministère de l'Habitat a blâmé le ministère des Finances et le Crédit populaire d'Algérie (CPA) pour les retards accusés dans la réalisation des différents projets de construction de logements. Plusieurs chantiers demeurent inachevés à travers le territoire national. Des milliers de logements qui devaient être réceptionnés il y a des années, selon les délais contractuels fixés par les maîtres d'ouvrages dans de nombreuses wilayas, sont en stagnation. Plusieurs années après leur lancement, pour certains le taux d'avancement est de seulement 50% en raison d'un manque flagrant de moyens matériels et humains mobilisés par les entreprises chargées de la réalisation. Effectivement, le département de Abdelmadjid Tebboune a annoncé qu'environ 164 812 unités de logement étaient prêtes pour distribution, tandis que le taux de réalisation de 185 000 autres avait atteint les 60%. La réalisation de cette dernière série de logements a été retardé en raison du «manque de financement du ministère des Finances et du Crédit populaire d'Algérie», a précisé le communiqué. «Le pro-



Ph.D. R.

sieurs responsables se sont vus promus, mutés ou tout simplement écartés de leurs fonctions. Tebboune avait procédé au limogeage de 16 directeurs, dont six directeurs d'Offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI), quatre directeurs des équipements publics et cinq directeurs du bâtiment, d'urbanisme et d'architecture. Cette large opération de limogeage a comporté trois mises en demeure qui ont été adressées aux directeurs des équipements publics et un blâme à 29 directeurs dont cinq directeurs d'OPGI et deux directeurs d'urbanisme, du bâtiment et des équipements publics et 22 directeurs de l'habitat. Sans oublier Lyès Benidir, DG de l'AADL, qui s'est vu signifier une mise à l'écart en bonne et due forme de la part de sa tutelle.

Distribution de 5 757 logements AADL 1 en mai et 21 400 en juin

S'agissant du programme de location-vente des logements destinés aux souscripteurs de 2001 et 2002 «AADL1», M. Tebboune a mis l'accent, lors de la réunion d'évaluation, sur «l'impératif d'accélérer le dossier dans les plus brefs délais conformément aux engagements de l'Agence vis-à-vis des souscripteurs à ce programme».

Un calendrier de distribution des logements de type location-vente a été arrêté, comportant la distribution de 5 757 unités en mai dans six wilayas et 21 400 autres en juin dans neuf wilayas. Les logements devant être distribués en mai se situent au niveau de la wilaya de Mostaganem.

M. B.

blème de financement des travaux d'aménagement extérieur et de voirie constitue une entrave à la livraison des projets de logements dans les délais définis», selon la même source. Des exemples de retard ne manquent pas, à l'image de la tristement célèbre cité 2684 logements LSP de Draria, lancée en 2008, le projet fait du surplace. Ainsi, les travaux entrepris par Batigec Immo, puis repris par Condor, ont accumulé un énorme retard. Au rythme de l'avancement des travaux, la livraison de ces logements ne sera pas pour demain. Vu l'allure de l'avancement des travaux qui se sont confinés dans une lenteur déconcertante, les bénéficiaires

doivent prendre leur mal en patience. La défaillance de ces entrepreneurs a poussé les autorités à sévir. A noter que plu-

Sidi Bel-Abbès Attribution de 782 LPA et LPL

PAS MOINS de 782 logements entre promotionnels aidés et publics locatifs ont été attribués mercredi à travers la wilaya de Sidi Bel-Abbès. Dans ce cadre, 422 logements promotionnels aidés (LPA) ont été distribués dont 198 à Sidi Bel-Abbès, 30 à Sidi Lahcen, 64 à Sfisef, 100 à Telagh et 30 à Teghalimet, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Il a été procédé aussi à l'attribution de 330 logements publics locatifs (LPL) dans la daïra de Telagh sur deux sites de 80 et 50 logements, Mezaourou (40 répartis sur deux sites de 20 chacun), Dhaya (30), Merrine (50), Tabia (80) et la commune de Benbadis (30 dans le cadre du Fonds de pérennisation des œuvres sociales), a-t-on précisé. L'opération d'attribution de ces logements a été favorablement accueillie par les bénéficiaires aux revenus moyens, qui ont obtenu des crédits bancaires.

K. L.

Fourrières d'Alger

Régularisation de la situation de plus de 1 000 motos

Plus de 1 000 motocycles saisiés au niveau des fourrières de la wilaya d'Alger ont été régularisées et restituées à leurs propriétaires au cours de cette année, a-t-on appris mercredi auprès de la Direction des transports de la wilaya d'Alger. La commission en charge de ce dossier, regroupant des représentants de la wilaya, du Service des mines et du ministère du Transport, se penche sur les dossiers restants des motocycles saisiés pour irrégularités de documents, a indiqué Hamadi Omar, chargé de la prévention et de la sécurité routière à la Direction des transports de la wilaya d'Alger en marge de l'ouverture du Salon

des 2 roues d'Alger (Almoto 2017), qui se tient à l'esplanade de Riadh El Feth du 16 au 20 mai 2017. Le ministère du Transport prépare, avec le concours des différents corps de sécurité et de prévention, un arsenal de nouvelles lois visant à protéger les conducteurs des 2 roues, a fait savoir M. Hamasi, ajoutant que le ministère a rappelé aux importateurs l'importance de la «qualité» pour la sécurité des utilisateurs de ce moyen de transport. Il a appelé, dans ce sens, les compagnies d'assurance à réfléchir à «des moyens adéquats» permettant à ces conducteurs d'assurer leurs motocyclistes. Dans ce contexte, Saïd Ferrani, cadre

d'une compagnie d'assurance privée a indiqué que le problème qui se pose généralement aux compagnies d'assurance c'est «la rentabilité de l'assurance» de tels véhicules qui sont sujets à des accidents répétés, relevant que sa compagnie avait mis en place une formule «motocycliste» qui comprend la responsabilité civile et la couverture des risques à l'exception du vol et l'incendie. La wilaya d'Alger compte vingt-six autoécoles dispensant des cours de conduite de différentes catégories de motocycles sous la supervision de moniteurs, a ajouté M. Hamadi. Pour Khemici Samir, un des exposants et initiateur de la campagne de sensibili-

sation «Stop agressivité routière», il existe un problème d'«imprudence» chez les jeunes conducteurs des deux roues, ajoutant que «les utilisateurs de scooters ont besoin de davantage de sensibilisation sur l'importance des équipements à commencer par l'obligation du port du casque et le respect du code de la route», a-t-il ajouté. Représentant d'un constructeur mondial de motocycles en Algérie, Saker Kheireddine a estimé que ce secteur «a besoin d'une meilleure organisation» et que le marché «déterminera» avec le temps le meilleur opérateur qui propose au consommateur algérien les services adéquats. Soulignant la

hausse de la demande sur les «Scooters» ces dernières années, M. Saker a indiqué que les Algériens préfèrent ces modèles pour leur prix et leur adaptation à la ville. Pour sa part, l'organisateur du Salon, Mehdi Sediki, a indiqué que cette première édition entend faire de cet événement un rendez-vous annuel pour la promotion des différents produits nationaux et étrangers et d'aborder les problématiques auxquels sont confrontés les professionnels et les consommateurs. Le Salon des deux roues (Almoto) s'est ouvert mardi à l'esplanade de Riadh El Feth (Alger) avec la participation de 24 exposants.

K. L.

Déploiement diplomatique

Lamamra aux Etats-Unis et Boutarfa en Espagne

■ Dans le cadre de la coopération internationale, axée sur le renforcement des relations bilatérales et les questions politiques et sécuritaires et économiques, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, a entamé hier, à Washington, une visite de travail. Le ministre de l'Energie, Noureddine Boutarfa, a présenté lui aussi la politique énergétique en Espagne.

Par Louiza Ait Ramdane

Ramtane Lamamra a entamé hier, à Washington, une visite de travail, axée sur le renforcement des relations bilatérales et les questions politiques et sécuritaires d'intérêt commun. Ce déplacement de deux jours sera marqué par un premier tête-à-tête entre M. Lamamra et son homologue américain, Rex Tillerson, qui sera ensuite suivi par des entretiens avec de hauts responsables du Sénat et de la Chambre des représentants américains. Outre les relations bilatérales, les chefs de la diplomatie algérienne et américaine devraient évoquer la situation dans la région du Sahel, notamment les efforts déployés pour rétablir la paix au Mali et en Libye, a indiqué l'ambassadeur d'Algérie à Washington, Madjid Bouguerra. Les discussions porteront également sur d'autres questions internationales inscrites à l'agenda des Nations unies, notamment la question du Sahara occidental, le processus de paix au Moyen-Orient et la crise en Syrie. Au plan sécuritaire, «les Etats-Unis ont toujours apprécié le rôle joué par l'Algérie dans la lutte contre le terrorisme où son expérience de qualité a été toujours soulignée dans le cadre de l'effort global pour lutter contre ce fléau mondial», a enchaîné M. Bouguerra. Par ailleurs, les discussions prévues à Washington seront aussi centrées sur la coopération économique où il est relevé un intérêt américain de plus en plus grandissant pour le potentiel de l'économie algérienne, tel qu'en témoignent les dernières discussions à Alger sur l'accord-cadre sur le commerce et l'investissement (Tifa) et les contacts entre les opérateurs des deux pays en marge de la dernière Foire internationale d'Alger, a indiqué l'ambassadeur. Dans son dernier rapport



P.H.S. & D.P.R.

sur le climat d'investissement dans le monde, le département d'Etat a considéré l'Algérie comme une destination attractive pour les entreprises américaines, où l'investissement est très porteur dans plusieurs secteurs hors hydrocarbures. Capitalisant sur le succès des partenariats précédents, essentiellement dans le secteur énergétique, les deux pays ont convenu de renforcer leurs relations économiques en relançant en 2016 les discussions sur l'accord Tifa. La partie américaine s'est engagée au cours de ces discussions à appuyer l'accession de l'Algérie à l'OMC, tout en la déclarant à nouveau éligible au système généralisé de préférence américain qui facilite aux pays bénéficiaires l'accès de leurs produits au marché américain avec des conditions tarifaires préférentielles. De son côté, le ministre de l'Energie,

Noureddine Boutarfa, a eu un entretien mardi à Madrid avec le ministre espagnol des Affaires étrangères, Alfonso Dastis. Entretien au cours duquel ils ont évoqué la densité des relations entre l'Algérie et l'Espagne ainsi que le traité de bon voisinage et de coopération entre les deux pays qui a permis de réaliser de grands projets sous l'impulsion du président de la République, Abdelaziz Bouteflika. M. Boutarfa a déclaré que l'entretien avait porté sur ce partenariat qui s'est concrétisé par de grands projets, notamment dans le secteur énergétique dont il «était important de booster la coopération entre les deux pays, sachant que les entreprises espagnoles disposent d'un savoir-faire qui pourrait renforcer cette coopération.»

Le ministre de l'Energie a indiqué que la question des énergies renouvelables a égale-

ment été abordée entre les deux ministres, et particulièrement l'appel d'offre Atlas 1, le méga projet de 4 000 Mwc en solaire qui «représente une opportunité pour les entreprises espagnoles de pouvoir venir concourir pour au moins essayer d'arracher une place dans ce secteur (...).»

La commercialisation du gaz n'était pas en reste lors de cet entretien, comme ont été abordés, a encore souligné M. Boutarfa, la réévaluation du projet d'interconnexion électrique entre l'Algérie et l'Espagne, et le renforcement des interconnexions gazières entre l'Espagne et la France qui «pourrait permettre une meilleure circulation du gaz», le renouvellement des contrats gaziers et les perspectives de développer et de diversifier le partenariat et la coopération.

L. A. R./APS

Tizi Ouzou

Le maire de la ville démissionne du RCD

Le maire de la ville de Tizi Ouzou, Ouahab Ait Menguellet a annoncé, hier, sa démission de son parti, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD). Pour faire part de sa décision de se retirer de sa formation politique, Ouahab Ait Menguellet a convoqué une conférence de presse au cours de laquelle il a étalé les raisons de ce retrait. Dans la déclaration rendue publique en

la circonstance, le président de l'APC de Tizi Ouzou a estimé que la décision de démissionner de son parti est «cruelle» et il était «contraint» de la faire après avoir constaté ce qu'il a qualifié «de comportements et attitudes inappropriées et déviationnistes à plus d'un titre dont sont rendus coupables, ces derniers temps, ceux qui étaient censés en être les objectifs interpellant les consciences des militants dont la

mienne». Ouahab Ait Menguellet a relevé que «lorsque le choix de la représentation des citoyens à un Parlement national s'entache de puérité et d'accommodements, lorsque des connivences et des égoïsmes s'entrelacent et des appétits s'avivent, lorsqu'on commue une défaite cinglante en un moment de festolement, lorsqu'on adopte une attitude sélective et dédaigneuse à l'endroit de l'histoire, les manquements sont

nombreux pour ne s'en tenir qu'à ceux-là, il y a comme un reniement des valeurs originelles de notre rassemblement». L'allusion est faite au choix des candidats du parti lors des législatives du 4 mai dernier. A noter que la démission du maire de Tizi Ouzou de son parti était attendue depuis l'annonce des candidats retenus pour les législatives. Une annonce qui a vu Ouahab Ait Menguellet «boudier»

LA QUESTION DU JOUR

Le MSP selon son président

suite de la page Une

Dans la mesure où cependant cela ne se réalise pas, il s'engage dès à présent à quitter la présidence du MSP. Voilà qui a le mérite de la clarté. Une offre a été faite à son parti, elle a été mise aux voix comme il se doit, et une majorité l'a repoussée, quoi de plus normal ? Après cela, tout devrait reprendre son cours normal, un peu comme si de rien n'était. Il n'y a qu'un défaut dans cette façon de voir, c'est que la proposition dont il s'agit n'est pas faite par un parti, ni même par un Premier ministre, mais par le président de la République en personne. Tout se passe comme si celui à qui elle a été faite personnellement ne prend pas en compte cet aspect, pourtant gros de conséquences. Un parti aussi divisé, et cela aux dires mêmes de son président, peut-il conserver sa façade d'unité tout en prenant le risque d'opposer un non catégorique à un président tout-puissant ? Le plus probable est qu'au moins ce que Makri appelle la tendance opportuniste voudra alors faire scission. Celle qui tient le milieu entre les opportunistes et les radicaux, en clair celle de Makri, se trouvera en tête à tête avec ces derniers, dont alors elle dépendra entièrement. Pour autant bien sûr où la première, celle de Soltani, ou bien est exclue ou bien s'exclut elle-même du parti. Ceux qui ne veulent pas d'un retour au gouvernement se trouveront bientôt otages des radicaux. Or qu'est-ce qu'être un radical quand on est déjà un islamiste ? Un extrémiste pacifique ou un extrémiste violent. Dans les deux cas quelqu'un qui se place en dehors du système politique, qu'il entend subvertir, de l'extérieur. La tendance Makri ne se situe au centre que dans la mesure où elle est encadrée d'un côté par des radicaux et de l'autre par des «opportunistes», pour employer sa propre caractérisation, mais qu'on peut aussi appeler des modérés. En l'absence de l'une ou de l'autre, les positionnements ne sont plus les mêmes. Il n'y a plus que des radicaux, ceux de la première heure et les autres, emmenés par Makri.

M. H.

la campagne électorale de son parti et il avait même «boycotté» le meeting du président Mohcine Bellabas à Tizi Ouzou.

Hamid M.

Campagne de sensibilisation sur les habitudes de consommation

Le gaspillage alimentaire augmente de moitié durant le ramadhan

■ Bien que le gaspillage alimentaire en Algérie ait enregistré des baisses considérables par rapport aux années précédentes, et ce, suite aux innombrables mesures de lutte ayant porté leurs fruits, pendant le mois de jeûne, consommer sans modération, bien au contraire, connaît une hausse. La nourriture est gaspillée à 50% comparée aux autres mois de l'année.

Par Yacine Djadel

Rationalisation des modes de consommations chez les citoyens, tels ont été les mots d'ordre de la conférence tenue hier, au forum d'«El Moudjahid» à Alger, par l'Organisation algérienne de protection et orientation du consommateur et son environnement (APOCE). Les intervenants et représentants de cette institution civile, ont tous lancé un appel de mobilisation contre le gaspillage alimentaire. Une attitude irrationnelle que la plupart des Algériens ont pris, notamment pendant le mois sacré du ramadhan. Période où



malgré les portefeuilles qui saignent plus que d'habitude, la quasi-totalité des familles optent pour des achats en excès. Ces derniers ne consomment même pas après ces produits. Ils sont souvent jetés malheureusement. Un gaspillage qu'on peut aisément éviter, selon Fares Benaidja, président de l'APOCE dans la wilaya de Constantine. «Il suffit que chacun se pose les bonnes questions sur la manière convenable de se nourrir. D'abord sur la nécessité des besoins réels de la ration quotidienne. En plus, le plus grand piège dans lequel tombent toujours les consommateurs c'est la publicité de masse, surtout accentuée pendant le ramadhan. «Nous, notre devoir, en tant qu'organisation citoyenne est justement comment relever le déficit de l'alimentation propre et

modérée pour tout le monde. C'est-à-dire sensibiliser le plus grand nombre de gens sur le territoire national afin de freiner le gaspillage alimentaire», a-t-il indiqué. Ce type de comportement est tout autant normal qu'il s'explique par un fait psychologique et social très important, d'après le D' Mustapha Zebdi, président de l'APOCE : «Le consommateur algérien s'acharne sur les produits alimentaires pendant la période du ramadhan tout simplement à cause de la variété des aliments ainsi que de leur qualité. Car ce qu'il ne faut pas oublier, c'est le caractère indispensable de ces plats au vu de la nature du contexte. Par conséquent, ils vivent dans ce genre de gaspillage. Le même qu'il peut malgré tout éviter et ce en ayant la bonne information sur les choix à faire concernant la nature

de ces produits». D'où le facteur de sensibilisation qui reste pour lui le meilleur moyen de lutter contre toute forme de gaspillage alimentaire. Notre rôle est d'arriver à développer chez les citoyens une sorte de culture de consommation rationnelle, et ce, en proposant un plan de travail en vue d'asseoir une stratégie nationale d'une consommation saine. «D'abord pour commencer, nous n'avons pas un observatoire national des produits de consommation comme cela se fait dans les autres pays du monde, ensuite, encourager la consommation nationale est une sorte de protection des consommateurs. Beaucoup ne savent pas que nous avons des produits de qualité, malgré tout. Il est donc plus raisonnable de les prendre dans nos assiettes que d'opter pour les produits d'im-

portation. Pourquoi ? A la fois, on a plus de traçabilité du produit, c'est moins cher et cela est positif pour l'économie du pays», a-t-il ajouté. Néanmoins, pour arriver à obtenir de réels résultats sur le terrain, les pouvoirs publics englobant tous les secteurs doivent s'impliquer davantage. Les ministères de la Santé, de l'Agriculture, du Commerce et même de la Justice sont d'un immense poids pour modifier les attitudes de consommation au sein de la société, a-t-il précisé. Soulevant ainsi l'aspect juridique, le D' Zebdi n'a pas manqué de rappeler l'importance des lois lorsqu'elles sont promulguées pour convaincre les citoyens de la crédibilité de la cause.

Y. D.

Rassemblement de plusieurs syndicats devant Algérie-Poste à Béjaïa

«Nous exigeons la réintégration des travailleurs sanctionnés»

Une forte mobilisation a été observée avant-hier devant la direction d'Algérie Poste de Béjaïa en soutien au postier et syndicaliste d'Algérie Poste Amar Younsi qui exerce à la poste de Sidi-Aïch. Ce dernier a été, rappelez-le, suspendu de ses fonctions le 7 mai dernier. Le bureau de poste de Sidi-Aïch était toujours bloqué par une grève hier. Ceci pendant le rassemblement de protestation se tenait à l'initiative de plusieurs délégués syndicaux ainsi que des acteurs de la société civile de Béjaïa et du comité de solidarité avec les travailleurs. Du beau monde venu soutenir leur camarade, Amar Younsi et exiger sa réintégration à son poste de travail. Devant le portail d'entrée de la direction d'Algérie Poste, jouxtant le boulevard de la Liberté, les syndicalistes ont exprimé leur détermination à poursuivre la mobilisation jusqu'à ce que «cesse le harcèlement des syndicalistes et les

atteintes aux libertés et droits syndicaux». Les délégués et adhérents du Cnapeste, Unpef, Cla, Satef, Sntfp Snap et Snte auxquels se sont joints les syndicats du Snapap, du Sneteg, le comité de solidarité avec les travailleurs de la wilaya de Béjaïa, la Ligue des droits de l'homme, le collectif des avocats et des députés se sont associés pour une action de solidarité et de soutien pour,

défendre l'exercice syndical. Les restrictions et autres harcèlements et licenciements semblent inquiéter les syndicalistes qui ont organisé cette riposte. Une large banderole est arborée. On pouvait y lire «non à l'arbitraire et à l'injustice», «nous sommes tous des Younsi», «nous sommes tous des suspendus» et «les postiers de Sidi-Aïch en grève illimitée». De nombreuses autres

pancartes, portant la mention «je suis Younsi» sont brandies individuellement par les protestataires regroupés à l'entrée du siège de la direction, placé hier sous haute surveillance policière. Dans une déclaration rendue publique, les postiers estiment que «l'heure est grave! On veut aujourd'hui nous déposséder d'un acquis arraché après de longues années de lutte et de sacrifices, car à travers ces

intimidations que subissent nos camarades de Béjaïa et à l'instar de ce que nous avons enregistré déjà avec nos camarades de Batna, Djelfa et Constantine, c'est le Snap que l'on veut réduire au silence. Ils ne veulent pas du Snap parce qu'il a fait du recouvrement de la dignité du postier son credo», souligne le syndicat. «J'ai été sanctionné pour avoir dénoncé un dépassement concernant la dégradation d'un agent chargé de l'intérim pendant 33 mois alors que la réglementation stipule qu'un agent qui assure l'intérim pendant 1 an et 1 jour est confirmé dans ses fonctions», déclare Younsi. Par ailleurs, les travailleurs de la société de distribution de gaz et d'électricité de Béjaïa sont à leur troisième jour de grève. Ils ont observé un sit-in devant la direction. La raison de ce mouvement de protestation est liée aussi au «licenciement de six syndicalistes». **Hocine Cherfa**

Concours d'entrée à l'UFC

Plus de 74 000 candidats concernés

Quelque 74 701 candidats passeront les 19 et 20 mai 2017 au niveau national le concours d'entrée à l'Université de la formation continue (UFC), a indiqué mercredi un communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Les épreuves concernent les filières scientifiques et littéraires ainsi

que la filière gestion et économie, a indiqué le sous-directeur de l'information et de la communication à l'UFC, Abelaali Boukhalfa. Pour ce qui est des moyens matériels et humains mobilisés pour la réussite de ce concours dont le coup d'envoi officiel sera donné à partir de la wilaya de Djelfa, M. Boukhalfa a précisé que 53 centres et 11

annexes sont prêts à accueillir les candidats outre la mobilisation de près de 8 000 encadreurs. Par ailleurs, 701 candidats issus des établissements pénitentiaires et de rééducation passeront ce concours dans 47 centres qui leur sont dédiés. L'annonce des résultats est prévue pour fin juin 2017, a déclaré le même responsable. **Hani Y.**

Échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Indonésie

Élever le volume à plus de 600 millions de dollars

■ L'ambassadrice d'Indonésie en Algérie, Safira Mashrusah, a affirmé, à Ain Témouchent, que son pays œuvre à élever le volume des échanges commerciaux avec l'Algérie à plus de 600 millions de dollars par an.

Par Safia T.

Invitée à la chambre de wilaya de commerce et d'industrie, M^{me} Mashrusah a souligné que la balance des échanges commerciaux entre les deux pays varie entre 500 millions et 600 millions de dollars par an, qualifiant ce volume de «pas grand» eu égard aux importants atouts dont dispose l'Algérie en tant que grand marché en Afrique et aux gros moyens industriels de l'Indonésie. L'ambassadrice indonésienne en Algérie a indiqué avoir visité 15 wilayas d'Algérie et trouvé que plusieurs opportunités de partenariat s'offrent surtout dans les domaines de l'éducation, de l'industrie et de la culture, avant d'annoncer qu'un jumelage sera bientôt concrétisé entre la chambre de commerce et d'industrie de la wilaya de Bouira et une homologue d'Indonésie. Elle a fait également part d'un projet de partenariat dans le domaine du phosphate, de création d'une usine dans la wilaya de Annaba et d'autres conventions relatives aux hydrocarbures avec le groupe Sonatrach qui sont en phase de préparation. La diplomate indonésienne a souligné que l'Algérie et l'Indonésie sont liées



par des relations étroites depuis la conférence de Bandung en 1955 qu'*il faut renforcer sur le plan économique au service des deux pays*». Safira Mashrusah a exprimé, dans ce sens, la disponibilité de son pays à établir un partenariat et une coopération dans le domaine de l'aquaculture dans la wilaya d'Ain Témouchent et à promouvoir le commerce numérique, notamment dans le cadre des petites et moyennes entreprises (PME)

généralisant 46% des produits en Indonésie. Lors de la présentation d'un exposé à la délégation hôte sur les atouts touristiques et économiques de la wilaya d'Ain Témouchent, la diplomate a exprimé son admiration pour l'île «Leila» de la commune de Béni Saf, en signalant que l'Indonésie recense plus de 17 000 îles devenues une destination touristique et un support à l'économie de ce pays. L'ambassadrice d'Indonésie en Algérie s'est ren-

due à la chambre d'artisanat d'Ain Témouchent où elle a reçu des informations sur les produits artisanaux locaux. Son programme prévoit aussi la visite d'une usine privée de gants médicaux dans la zone industrielle de Chaabat L'ham, une autre de production de glace dans la même région, selon les responsables de la chambre de commerce et d'industrie d'Ain Témouchent.

S. T./APS

Du 19 au 21 mai en Jordanie

Un Forum économique de la région Mena

Un sommet régional du Forum économique mondial pour le Moyen-Orient et Afrique du Nord 2017 (WEF on Mena) se tiendra du 19 au 21 mai à la mer Morte en Jordanie, avec la participation du ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesslem Bouchouareb, a indiqué, hier, un communiqué du ministère. Cette rencontre réunira des décideurs gouvernementaux et politiques, régionaux comme mondiaux, chefs d'entreprises, experts économiques et représentants de la société civile de plus de 50 pays

et constituera une plate-forme d'échanges et de collaboration sur les défis et l'avenir du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord grâce, notamment, à la coopération public-privé. M. Bouchouareb interviendra lors de plusieurs sessions dont celles relatives à la transition énergétique dans la région Mena et à la stimulation de la croissance inclusive, souligne la même source. En marge des travaux, le ministre s'entretiendra avec plusieurs dirigeants politiques et recevra en audiences des décideurs économiques inté-

ressés par l'investissement en Algérie, note le communiqué. Cette nouvelle édition du WEF on Mena se concentrera sur plusieurs thèmes : «Quelles politiques nationales et mécanismes régionaux doivent se mettre en place pour sauvegarder la prospérité des économies face à la rareté des ressources et le développement rapide des populations», «Quelles sont les meilleures pratiques pour créer les conditions au développement des jeunes entrepreneurs», «Comment les nouveaux gouver-

nements de l'Afrique du Nord peuvent répondre aux demandes de leur population tout en assurant une transition durable de leur économie», et «Quelles sont les implications de la situation en Syrie dans les relations entre les pays de la région Mena». Pour rappel, poursuit le ministère, le WEF a marqué sa disponibilité à soutenir l'Algérie dans ses réformes, notamment sur le volet de l'amélioration de la compétitivité de l'industrie nationale ainsi que l'image de l'Algérie à travers ses différents événements.

Prix

Le Brent à plus de 51 dollars à Londres

Les prix du pétrole se stabilisent hier en cours d'échanges européens, les premières estimations sur les réserves américaines faisant état d'une hausse, ce qui renforce la crainte d'une surabondance de l'offre qui a pesé en conséquent sur les cours. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 51,63 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 2 cents par rapport à la clôture de mardi. Dans les échanges électro-

niques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de juin cédait 12 cents à 48,54 dollars. Les prix de l'or noir, qui avaient atteint lundi leur plus haut niveau depuis trois semaines, s'inscrivent depuis en léger retrait. «Les données hebdomadaires de la fédération professionnelle de l'API (American Petroleum Institute) ont fait état d'une hausse des réserves américaines, ce qui a pesé sur les cours», ont expliqué les ana-

lystes de JBC Energy. L'API publie ses données avant les chiffres officiels du Département américain de l'Energie, jugés plus fiables par les marchés et attendus en cours de séance. Pour la semaine achevée le 12 mai, les analystes tablent sur une baisse des réserves de brut de 2,67 millions de barils, une baisse de celles d'essence d'un million de barils et une baisse des produits distillés de 1,45 million de barils, selon la médiane d'un consensus compilé par

l'agence Bloomberg. La semaine dernière, la baisse des réserves américaines, selon les données officielles du Département américain de l'Energie (DoE), avait lancé le rebond des cours, confirmé cette semaine par l'annonce par l'Arabie saoudite et par la Russie que ces deux plus grands producteurs mondiaux défendraient un renouvellement de l'accord de limitation de la production de l'Opep et de ses partenaires.

L. D.

Changes

L'euro monte à son plus haut de l'année face au dollar

L'EURO progressait nettement face au dollar, évoluant à ses plus hauts niveaux depuis l'élection de Donald Trump en novembre à la présidence américaine. Vers 21h00 GMT (23h00 à Paris), l'euro valait 1,1084 dollar contre 1,0977 dollar lundi vers 21h00 GMT. La devise européenne grimpe également face à la monnaie nipponne, à 125,34 yens pour un euro contre 124,86 yens lundi soir. Le billet vert perdait du terrain face à la devise japonaise, à 113,07 yens pour un dollar contre 113,75 yens lundi soir. «C'est une large remontée de l'euro», a commenté Vassili Serebriakov, du Crédit Agricole. «C'est une sorte de réaction continue à une baisse des risques politiques (dans la zone euro) et aussi aux attentes d'une politique de la Banque centrale européenne (BCE) à terme moins accommodante», a-t-il expliqué. Pour les cambistes, l'obstacle de l'élection présidentielle française a été surmonté sans dommage et plusieurs indicateurs économiques se sont montrés rassurants en Europe comme mardi encore, avec une confirmation d'une croissance en zone euro à 0,5% au premier trimestre 2017 et un moral des investisseurs en progression en Allemagne (ZEW). «Cela a renforcé l'hypothèse que la BCE puisse ajuster son ton lors du Conseil des gouverneurs de juin pour refléter une tendance monétaire plus neutre», a commenté Omer Esiner, de Commonwealth Foreign Exchange, dans une note. L'institution de Francfort mène actuellement une politique très accommodante de taux bas et de vastes rachats d'actifs dans le but de relancer l'économie et soutenir l'inflation, mais cela a comme effet collatéral de diluer la valeur de l'euro. Mardi, l'euro trouvait face à lui un dollar peu en forme alors que le contexte politique ne semble guère s'améliorer à Washington au moment où le président, Donald Trump, est accusé d'avoir été trop bavard avec le chef de la diplomatie russe. «Le fait que le marché ne soit pas optimiste sur un plan de relance budgétaire et que l'inflation a été un peu en deçà... Tout cela pèse généralement sur le dollar», a commenté Vassili Serebriakov. Les derniers chiffres sur l'évolution des prix ont eu tendance à faire légèrement reculer la perspective d'une hausse des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed) au cours de sa réunion de juin.

R. E.

Tizi Ouzou

La production aquacole locale portée à 10 000 tonnes

■ La production aquacole de la wilaya de Tizi Ouzou sera portée à 10 000 tonnes de poissons par an d'ici à 2020, a déclaré le directeur de la pêche et des ressources halieutiques lors d'une conférence de presse.



PH. > D. R.

culture et les accompagner dans la concrétisation de leurs projets», a-t-il précisé. Cette quantité de poisson, qui sera produite dans le cadre des investissements privés dans le secteur de l'aquaculture, permettra de couvrir la demande exprimée au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou estimée à 5 000 tonnes, a-t-il indiqué, soulignant que la production en élevage apportera également une solution à la hausse des prix due, notamment, à la rareté de la ressource. Dans ce contexte et dans la perspective de mettre fin à la spéculation qui a également sa part de responsabilité dans l'augmentation des prix du poisson, le directeur a annoncé deux projets d'aménagement des halles à marée au niveau des ports de Tizirt et d'Azeffoun avant la fin de l'année en cours. Au niveau d'Azeffoun, a-t-il expliqué, une procédure de récupération de l'ancienne halle à marée, réalisée par un particulier, est actuellement en cours en vue de la relancer, tandis que celle de Tizirt est actuellement en chantier et sa livraison est attendue pour les mois à venir. Parmi les fermes déjà en production au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou, M. Bedäid a cité celle consacrée à l'élevage des

moules et des huîtres au niveau de Sidi Khaled dans la daïra de Tizirt, d'une capacité de 200 tonnes, et la ferme pilote d'Azeffoun qui approvisionne le marché de 58,18 tonnes de poissons. Le conférencier a évoqué également des projets de fermes pilotes en Algérie et en Afrique dans la production de certaines espèces marines comme la corail bleu d'Australie et de la sérieole qui seront implantées au niveau de la ferme aquacole de Talwahcht, dans la commune de Mizrana, ce qui contribuera, à coup sûr, au développement de l'économie locale, a-t-il estimé.

L. O./APS

Par Lydia O.

Cette augmentation significative de la production, qui n'est que de 1 500 tonnes actuellement, sera rendue possible grâce au lancement de 14

projets de fermes aquacoles au courant de l'année 2017 au niveau des localités de Tizirt et d'Azeffoun, a affirmé Bélaïd Abdelhafidh. «Notre produit de pêche au niveau des côtes de la wilaya ne dépasse pas les 1 500 tonnes par an, soit un taux 1,5%

de la production nationale qui est de 100 000 tonnes, ce qui est très dérisoire par rapport à la demande exprimée au niveau local estimée à 5 000 tonnes par an. Pour augmenter la production, nous devons encourager les investissements privés en aqua-

Mostaganem / Saison estivale

Mise en place d'une brigade des douanes au niveau des navires

Une brigade des douanes sera mise en place au niveau des navires durant la saison estivale dans la gare maritime de Mostaganem, a-t-on appris du responsable de l'inspection divisionnaire des douanes de Mostaganem. «Cette brigade composée de cinq douaniers prendra en charge les formalités douanières dans le but de réduire le temps de traitement des voyageurs», a indiqué le général Tahar Kerfa, en marge d'une rencontre régionale sur la formation dans le domaine du contrôle des voyageurs. Il a précisé que cette nouvelle brigade sera opérationnelle au niveau des lignes maritimes Mostaganem-Valence, Mostaganem-Alicante et la nouvelle ligne Mostaganem-Barcelone, qui sera mise en service au mois de juin prochain. Les services des douanes de Mostaganem œuvrent à diminuer la durée de traitement

des passagers d'une heure et demie durant la saison estivale précédente à une heure seulement, a souligné le général, notant que le port de Mostaganem a été classé, l'an dernier, parmi les meilleurs en matière d'accueil de passagers et de performance. Le chef de l'inspection des douanes de Mostaganem, qui couvre les wilayas de Mostaganem et de Relizane, a ajouté que des équipes de contrôle des voyageurs seront dotés de 60 à 70 agents au niveau du port pour faciliter le traitement des voyageurs en aller et retour (contrôle et scanner). Il a, dans cette optique, appelé les douaniers à activer l'utilisation du couloir vert notamment au profit des familles résidant à l'étranger, rappelant que plus de 75% des voyageurs avaient utilisé ce couloir durant la saison estivale précédente. La sous-directrice d'informatique et communi-

cation à la direction régionale des douanes de Chlef, Yechkou Ryma, a insisté sur le bon accueil des passagers lors des opérations de contrôle, ainsi que sur la formation des agents dans ce domaine. Cette rencontre, initiée par la direction régionale des douanes, qui couvre les wilayas de Chlef, Ain Defla, Relizane, Tiaret, Tissemsilt et Mostaganem, a été marquée par la présentation d'une conférence traitant de la formation en matière de contrôle et de traitement des voyageurs et de l'éthique au niveau de la direction des douanes. Ce colloque d'une seule journée a réuni des agents des douanes chargés du contrôle des voyageurs au niveau de la gare maritime de Mostaganem, des aéroports «Aboubekr-Belkaid» de Chlef et «Abdelhamid-Boussouf» de Tiaret ainsi que la police des frontières.

Hatem D./Agences

Ouargla

Plus de 80 dossiers d'investissement déposés au guichet de l'ANDI

Quatre vingt quatre dossiers d'investissement ont été déposés au niveau du guichet unique décentralisé de Ouargla de l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi), durant le premier trimestre de 2017, a-t-on appris auprès de cet organisme. Ces intentions d'investissement, d'un volume global de 15,341 milliards DA, sont projetées dans

les secteurs des services (29 projets), du bâtiment, travaux publics et hydraulique BTPH (25) et des transports (15), a indiqué le responsable du guichet unique, Mustapha Degheb. Les autres projets concernent les secteurs de l'industrie (8), le tourisme (4), l'agriculture (2) et la santé (1), a-t-il ajouté, signalant que ces projets sont appelés à générer un total de 1 149

emplois. Selon le même responsable, le guichet unique décentralisé de l'Andi veille à la mise en œuvre des orientations de l'Etat appelant à sortir de la dépendance du secteur de l'énergie et à encourager l'investissement dans les différents autres domaines, notamment les secteurs stratégiques tels que l'agriculture, l'industrie et le tourisme. Des facilitations administratives

sont, à ce titre, accordés aux investisseurs désireux de s'engager dans ce type de projets afin qu'ils puissent les concrétiser dans leurs délais. L'an dernier, le même organisme a réceptionné 267 dossiers d'investissements pour un volume de 34,953 milliards DA, devant générer un total de 3 934 emplois, a fait savoir M. Degheb.

F. A.

Mascara Remise des clés de 120 logements promotionnels aidés à Ghriiss

LES CLÉS de 120 logements promotionnels aidés ont été remises dans la commune de Ghriiss (Mascara), à leurs bénéficiaires, a-t-on constaté. Le wali de Mascara, Salah El Affani, a présidé la cérémonie de remise des clés de ces logements réalisés par l'agence foncière de wilaya, affirmant devant les bénéficiaires la poursuite de la construction de milliers de logements dans la wilaya et le lancement de l'attribution de 3 250 logements au courant du deuxième semestre de l'année en cours. Le même responsable a annoncé que la wilaya devra attribuer, d'ici la fin de l'année en cours, 10 000 logements de différents programmes en une année, en plus du lancement de la réalisation d'autres logements de location-vente de l'AADL. Le directeur de l'agence foncière de la wilaya de Mascara, Mustapha Boudaa, a rappelé la distribution, l'année dernière, de 200 logements LPA à Ghriiss, annonçant la distribution de 80 autres au trimestre prochain et la remise des clés de 200 LPA à Sig au mois de juillet. L'agence aura ainsi achever son programme pour la période précédente portant sur la réalisation de 2 100 LPA, a-t-il ajouté. Par ailleurs, le wali de Mascara a décidé, lors de sa visite dans la commune de Ghriiss, de l'annulation du contrat portant sur le projet déralisation de 200 logements sociaux localitatifs qui a accusé un grand retard où le taux d'avancement des travaux n'est qu'à 18%. Ce marché sera attribué à plusieurs entreprises pour rattraper le retard et achever les travaux dans les délais impartis.

R. R.

Sahara occidental

L'UE exclut tout financement de projets marocains d'énergie renouvelable

■ La Commission européenne a exclu tout financement européen de projets marocains d'énergie renouvelable en territoires occupés du Sahara occidental, assurant assumer ses devoirs à l'égard des entreprises européennes et des citoyens de l'Union qu'elle informe du statut juridique de ce territoire, à chaque fois qu'elle est sollicitée.

Par Amel D.

« **E**n ce qui concerne les projets d'énergie renouvelable au Sahara occidental, l'UE ne finance pas de tels projets et, lorsqu'elle est contactée par des entreprises européennes et des citoyens, l'UE les informe en conséquence du statut juridique du Sahara occidental et notamment de l'exploitation de ses ressources naturelles », a écrit le chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, dans sa réponse, au nom de l'UE, à l'eurodéputé Miguel Viegas qui l'interpellait sur l'exploitation illégale des ressources naturelles du Sahara occidental. La haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité a souligné, dans sa réponse, que l'exploitation des ressources naturelles au Sahara occidental est « spécifiée dans un avis juridique d'un sous-secrétaire général aux affaires juridiques des Nations unies (Hans Corell) ». Cet avis juridique rendu en février 2002 souligne que l'exploitation des ressources naturelles du Sahara occidental doit se faire au profit du peuple sahraoui et avec son consentement. Federica Mogherini affirmait, il y a quelques jours, que le statut du Sahara occidental reste celui d'« un territoire non autonome », comme l'avait décidé, en 1963, le comité de décolonisation de l'ONU. « Le Sahara occidental est inscrit sur la liste des territoires non autonomes de l'ONU », a-t-elle écrit dans sa réponse, au nom de la Commission européenne, aux députés européens qui l'interpellaient sur la présence militaire marocaine au Sahara occidental. La haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité a rappelé, à ce titre, que « le statut définitif du Sahara occidental continue de faire l'objet d'un processus de négociation mené sous l'égide des Nations unies ». Elle a réaffirmé, en outre, le soutien de l'UE pour les efforts déployés par le Secrétaire général des Nations unies en vue de parvenir à « une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental dans le cadre d'arrangements conformes aux principes et aux objectifs de la

charte des Nations unies ». Le Commissaire européen chargé de l'action pour le climat et de l'énergie, Miguel Arias Canete assurait, début février, que l'UE tiendra désormais compte du statut « distinct et séparé » du territoire du Sahara occidental dans ses échanges avec le Maroc en matière d'énergie renouvelable. « La déclaration (sur l'échange d'électricité renouvelable) sera mise en œuvre en tenant dûment compte du statut distinct et séparé du territoire du Sahara occidental selon le droit international », a-t-il affirmé dans sa réponse, au nom de la Commission européenne, aux députés européens Florent Marcellesi, Josep Maria Terricabras et Jill Evans qui l'exhortaient à exclure l'énergie produite au Sahara occidental de ces échanges.

Les financements européens de projets marocains de pêche dénoncés

Début avril, c'était au tour de la commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmstrom, d'affirmer que l'Union européenne (UE) tiendra désormais compte, dans tout processus de négociation avec le Maroc, de l'arrêt de la Cour européenne de justice (Cjue) rendu le 21 décembre dernier. « A l'avenir, la Commission tiendra dûment



PH: DF

compte de l'arrêt du 21 décembre 2016 dans tout processus », a-t-elle écrit dans sa réponse, au nom de la Commission européenne, aux députés qui l'exhortaient à exclure le Sahara occidental des négociations de l'accord de libre échange complet et approfondi entre le Maroc et l'UE conformément à la décision de la Cjue. Le 21 décembre 2016, la Cjue a statué que, selon la Charte des Nations unies, le Sahara occidental ne fait pas partie du territoire souverain du Maroc et qu'en vertu du principe erga omnes d'autodétermination et du principe général de l'effet relatif des traités, les accords d'association et de libéralisation entre l'UE et le Maroc ne sont pas applicables au Sahara occidental sans le consentement du peuple du Sahara occidental. Rappelant le principe de l'effet relatif des traités en vertu duquel un traité ne doit ni nuire ni profiter à des tiers sans leur consentement, la Cour a estimé que « le

peuple de ce territoire doit être regardé comme un tiers susceptible d'être affecté par la mise en œuvre de l'accord de libéralisation ». Cependant, si Mogherini réfute toute implication de l'UE dans les projets marocains d'énergie renouvelable réalisés par certaines entreprises européennes au Sahara occidental occupé, elle a préféré éluder la question relative au financement UE de projets marocains dans le domaine de la pêche en territoires occupés. Citant l'observation des ressources naturelles au Sahara occidental, l'eurodéputé Miguel Viegas a affirmé que les projets bénéficiant d'un financement de l'UE dans le cadre de l'accord de partenariat dans le domaine de la pêche UE-Maroc (APP) sont majoritairement situés à l'intérieur des parties du Sahara occidental que le Maroc maintient sous occupation militaire. Selon le député européen, 60% des 14 millions d'euros octroyés par l'UE au Maroc dans le cadre de l'APP pour dévelop-

per son secteur de la pêche, sont dépensés dans des projets mis en œuvre au Sahara occidental occupé, notamment à Dakhla et Laâyoune. En juillet 2013, l'UE et le Maroc signent l'APP après de fortes discussions au sein du Parlement européen. Cet accord autorise, jusqu'en 2018, 126 navires européens, principalement espagnols, à pêcher dans les eaux territoriales « marocaines » en échange d'une contrepartie financière de 40 millions d'euros. Sauf que le rapport des comités scientifiques conjoints-UE-Maroc, publié en 2015, indique clairement que la flotte des pays membres de l'UE pêche pour l'essentiel dans les eaux sahraouies. Plusieurs avis juridiques ont déjà considéré cet accord comme une violation flagrante du droit international et le Front Polisario a déposé un recours en annulation de l'accord de pêche le 16 juin 2014.

A. D./APS

Tunisie

L'état d'urgence prolongé d'un mois

Le président tunisien, Béji Caïd Essebsi, a décidé de prolonger l'état d'urgence d'un mois à partir de mardi 16 mai 2017, pour les besoins de l'action sécuritaire et militaire dans le cadre de la lutte antiterroriste, a indiqué une source de la présidence tunisienne. M. Essebsi a pris cette décision après concertation avec le chef du gouvernement et le président de l'Assemblée des représentants du peuple. Dans une déclaration à l'agence TAP, le porte-parole de la présidence tunisienne, Ridha Bouguezzi a indiqué que « la situation sécuritaire s'améliore de façon notable. Mais, a-t-il précisé, les exigences de l'action sécuritaire et militaire notamment en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme nécessitent le prolongement de l'état d'urgence ». Cette mesure a été décrétée le 24 novembre 2015 pour un mois suite à l'explosion qui avait ciblé un bus de la garde présidentielle le 24 novembre 2015 en plein Tunis, faisant plusieurs morts et blessés. Deux autres attaques majeures avaient

eu lieu en mars et juin 2015, respectivement au musée du Bardo dans la capitale tunisienne ainsi que sur une plage et dans un hôtel de Sousse (est). Depuis, l'état d'urgence a été prolongé à plusieurs reprises. Jeudi 16 février 2017, l'état d'urgence a été prolongé de trois mois.

Arrestation d'un takfiriste qui préparait un attentat durant le ramadhan

Dans le cadre de la prévention contre d'éventuelles attaques terroristes, les unités de la garde nationale ont recolté des informations concernant une éventuelle attaque terroriste qui devait avoir lieu durant la deuxième moitié du mois de Ramadhan. L'individu en question est originaire de Sidi Bouzid mais s'est rendu à Tabarka, gouvernorat de Jendouba. Ce salafiste takfiriste qui a changé son lieu de résidence a été piégé par les unités de la garde nationale de

Tabarka. Suite à une perquisition à son domicile, les gardes nationaux ont trouvé un ordinateur grâce auquel il communique avec d'autres éléments extrémistes faisant allégeance au groupuscule de Daech en Syrie. Ces éléments extrémistes, Bassem et Mohamed Hedi, ont exprimé leur volonté d'entrer clandestinement sur le territoire tunisien pour effectuer des attentats terroristes en Tunisie le 14 du mois de ramadhan. L'enquête a aussi déterminé un lien entre le salafiste extrémiste arrêté et le terroriste Abou Sofien Essoufi, tué lors de l'opération de Sidi Bouzid. Le salafiste takfiriste arrêté, Abou Omar, a avoué qu'il a tenté de perpétrer un attentat terroriste avec l'aide d'un autre extrémiste résidant à Sidi Bouzid ainsi que deux autres extrémistes qui devaient le rejoindre, selon le quotidien Assarih, durant la nuit du 14 au 15 jour du mois saint de Ramadhan.

Halim O./Agences

Sidi Achour Motos Pièces

Une usine de montage de scooters Honda en 2018

Page animée par Ali Zidane

Sidi Achour Motos Pièces, représentant officiel et exclusif de plusieurs marques d'équipements et de pièces moto homologuées, a annoncé,

lors d'une conférence de presse, que son entreprise va se lancer dans le montage de scooters japonais, de marque Honda, vers la fin de l'année 2018 avec un investissement 100% privé. Le gérant de Sidi Achour Motos Pièces, Redha Sidi Achour, a

annoncé également l'arrivée de nouvelles marques dans le portefeuille des marques représentées par son entreprise ainsi que plusieurs nouveautés que les visiteurs du salon Almoto auront l'occasion de découvrir, et qui seront exposées au niveau du



stand -S14-. Des remises seront aussi accordées aux clients allant jusqu'à (-35%). Le conférencier annonça par ailleurs l'existence d'un projet industriel, une usine de montage de scooters prévue pour fin 2018.

Sidi Achour Motos Pièces présentera une large gamme, très exceptionnelle, des différentes marques qu'elle représente en Algérie, à savoir la gamme des vêtements motos (vestes, pantalons, gants et chaussures) de la marque Bering, la nouvelle collection des casques révolu-

tionnaires Shark notamment le tout nouveau Evo-One, le Drak, un modèle énormément apprécié au milieu des jeunes, ainsi que le modèle premium Spartancarbon. La marque italienne incontournable Airoh fera également son apparition dans le stand Sidi Achour en proposant une large gamme à usages divers, urbaine, off road et cross. Les motards algériens découvriront aussi la nouvelle collection de la marque Roof et Caberg, durant ce salon.

1^{er} Salon Almoto d'Alger

Peugeot Scooters présente une gamme large

Peugeot Scooters marquera de sa présence le premier Salon des 2 roues à Alger du 16 au 20 mai en proposant une large gamme de scooters et de cycles de différents types.

Peugeot Scooters saisira l'opportunité d'une telle visibilité pour annoncer le retour du Tweet, restylé, avec une nouvelle face avant équipée de LED et ses 2 motorisations 125cc et 150cc Injection. Ce scooter possède un vrai système de freinage ABS répondant aux normes internationales, au cahier des charges algérien de la corporation et homologué par un organisme européen spécialisé.

Le Tweet sera disponible dans tout le réseau Peugeot Scooters dès le mois de juin 2017. Toute une gamme de casques Shiro sera aussi présentée. Cette marque européenne et homologuée sera proposée par Peugeot Scooters à un

tarif très attractif : à partir de 6 000 DA TTC !

Sur le stand de Peugeot Scooters, des remises sont prévues sur l'ensemble de la gamme des scooters garantis 2 ans, en kilométrage illimité. Les clients de la marque observeront donc que seront déduits 15 000 DZD sur les finitions KSB 80cc, 25 000 DZD TTC sur le Vivacity 50cc et 35 000 DZD TTC sur les Speedfight4 50cc et Streetzone 50cc. Tout scooter livré sera accompagné d'un casque Shiro offert.

Egalement sur le stand de Peugeot, la plus homogène et la plus complète des gammes du marché : la gamme Peugeot Cycles. «Un vélo pour tous !», c'est l'engagement de la gamme en Algérie qui propose des vélos juniors, des VTT et toute une gamme de cycles urbains. Un tarif très attractif a été étudié : à partir de 25 000 DZD TTC !



Peugeot Scooters annonce d'ores et déjà les lancements pour le mois de septembre 2017, du nouveau Belville 200cc ABS, du Citystar 200cc ABS et du Metropolis 400cc ABS, restylé !

Renault Algérie

Guillaume Josselin nommé vice-président de la région AMI

Le directeur général de Renault Algérie, Guillaume Josselin, vient d'être promu vice-président Sales & Marketing de toute la région Afrique - Moyen Orient - Inde, tout en gardant son poste actuel. La marque au losange annonce via un communiqué la nomination de l'actuel directeur général de Renault Algérie, Monsieur Guillaume Josselin, en tant que vice-président Sales & Marketing de la région Afrique - Moyen Orient - Inde (AMI) et ce, à partir du 15 mai 2017. Par ailleurs, le communiqué précise que l'intéressé conservera son poste actuel de directeur général de Renault Algérie.



Partenariat automobile

Le Groupe PSA produira des utilitaires légers en Ouzbékistan



Le Groupe PSA et SC Uzavtosanoat ont décidé de créer conjointement une coentreprise, détenue à parts égales - Uzbekistan.PSA. Ce partenariat vise à construire une usine de production dans la zone franche industrielle de Jizzakh, située à 200 km de Tachkent, en Ouzbékistan, afin de produire des VUL Peugeot et Citroën, tant sous la forme de véhicules particuliers que pour le trans-

port de marchandises. Le capital de la nouvelle société commune est d'environ 30 millions d'euros, souscrit également par les deux partenaires. Les investissements totaux représentent 130 millions d'euros. Groupe PSA apportera les nouvelles technologies, la propriété intellectuelle, participera à la mise en place de processus de production modernes et à la formation des employés. L'usine appliquera les systèmes modernes du Groupe en matière de production, de qualité, d'achat, d'approvisionnement et de ventes.

La co-entreprise prévoit également qu'au moins 50% des pièces soient produits localement dès la première année de production, en attirant des fabricants locaux de composants - 30 grandes usines détenues par SC Uzavtosanoat et plus de 160 petites et moyennes entreprises. La capacité de production est prévue pour atteindre les 16 000 véhicules par an et les véhicules seront commercialisés en Ouzbékistan ou exportés à l'étranger.

DS 7 Crossback

Première sortie officielle pour l'investissement



Pour son premier déplacement en tant que président de la République, Emmanuel Macron, a choisi DS 7 Crossback, le nouveau modèle de DS Automobiles révéla il y a deux mois. Ce DS 7 Crossback «Présidentiel» a été personnalisé notamment avec un toit découvrable pour permettre au nouveau Président de saluer les Français sur les Champs-Élysées. C'est donc une grande fierté pour la marque DS que le tout nouveau modèle soit le véhicule utilisé par le nouveau Président pour son investiture et fasse ainsi ses premiers tours de roues 7 mois avant sa commercialisation. Les DS sont en effet des voitures emblématiques et historiques, qui ont traversé les temps et ont marqué l'histoire de la V^e République.

D'une couleur de caisse bleu encre, il dispose d'un toit découvrable réalisé sur mesure et des éléments identitaires de la fonction (signatures «République Française», porte-drapeau...), alors que l'intérieur est en cuir Art Leather noir (Inspiration Opéra) auquel a été ajoutée une création française : la Toile de Laque conçue et fabriquée par l'Atelier Maury.

Les jantes 20 pouces portent des éléments de personnalisation dorés. Et enfin l'ensemble des équipements high-tech de la gamme DS 7 Crossback sont présents : DS Connected Pilot, qui ouvre la voie à la conduite autonome, DS Active scan suspension, la suspension DS du 21^e siècle, qui anticipe les imperfections de la route en pilotant en continu les amortisseurs.

Émissions CO2 produites par les véhicules

Les constructeurs automobiles causent la mort de 38 000 personnes en 2015

Les émissions d'oxyde d'azote produites par les véhicules au diesel au-delà des limites affichées par les constructeurs automobiles ont causé la mort prématurée de quelque 38 000 dans le monde en 2015, selon une étude parue lundi dans la revue Nature. Environ 80% de ces décès ont eu lieu dans trois régions : l'Union européenne (UE), la Chine et l'Inde, écrivent les chercheurs. Les oxydes d'azote (NOx), en particulier le dioxyde d'azote (NO2), sont des gaz d'échappement nocifs pour le

système respiratoire. Le dioxyde d'azote (NO2) contribue en outre à la formation d'ozone, un autre polluant, lors de journées chaudes et ensoleillées.

Depuis 2015, des constructeurs automobiles ont utilisé des dispositifs destinés à minimiser le niveau réel des émissions, qui sont bien plus élevés lors de tests sur route qu'en laboratoire. Sur ce total, 38 000 sont imputables aux «émissions générées en excès» par rapport à celles prévues par les tests effectués en laboratoire, précisent les chercheurs.



États-Unis

Trump accusé d'avoir demandé au patron du FBI de classer une enquête

■ La situation de Donald Trump devient chaque jour plus inconfortable : déjà accusé d'avoir été trop bavard avec des diplomates russes, le président des États-Unis est désormais soupçonné d'avoir tenté de mettre fin à une enquête du FBI.

Par Rosa F.

Moins de quatre mois après son arrivée au pouvoir et à quelques jours de son départ pour son premier grand voyage à l'étranger, ces révélations explosives en cascade placent le locataire de la Maison Blanche dans une position difficile. Selon un article du *New York Times* publié mardi soir, M. Trump a demandé mi-février au directeur du FBI James Comey, qu'il a limogé avec fracas la semaine dernière, de mettre un terme aux investigations visant Michael Flynn, son ancien conseiller à la sécurité nationale.

Détail accablant : M. Comey a

relaté cette conversation dans une note écrite, citée par le quotidien «C'est quelqu'un de bien. J'espère que vous pourrez laisser tomber», aurait affirmé M. Trump, selon cette note rédigée par le patron du puissant Federal Bureau of Investigation.

La Maison-Blanche a catégoriquement contesté cette version des faits, qui pourrait constituer une possible obstruction à la justice, affirmant que le président n'avait «jamais demandé à M. Comey ou qui que ce soit d'autre de clore aucune enquête».

«Ce n'est pas un récit fidèle (...) de la conversation entre le président et M. Comey», a indiqué un responsable de l'administration sous couvert d'anony-

mat. Dans un témoignage jeudi dernier devant le Sénat, le directeur par intérim du FBI, Andrew McCabe, avait affirmé qu'il n'y avait eu «aucune tentative» d'enlever l'enquête sur les liens possibles entre des membres de l'équipe Trump et la Russie.

L'enquête visant M. Flynn, qui est toujours en cours, est distincte de celle dernière. M. Flynn a été contraint à la démission le 13 février pour avoir omis de révéler des contacts répétés avec l'ambassadeur russe aux États-Unis, dont certains auraient porté sur des sanctions américaines contre Moscou. Selon le *New York Times*, M. Comey était connu auprès de ses collaborateurs pour noter scrupuleusement le contenu de toutes les conversations dont il pensait qu'elles pouvaient prêter à discussion par la suite. Les réactions ont fusé au Congrès où la pression monte depuis quelques jours pour que M. Comey vienne livrer sa version des faits. Le chef de file de l'opposition démocrate du Sénat, Chuck Schumer, s'est déclaré «secoué» par ces dernières révélations. «C'est un test sans précédent pour le pays. Je le dis à tous mes collègues du Sénat : l'histoire nous regarde»,



PH. > D. R.

a-t-il lancé sur un ton grave depuis l'hémicycle. «C'est une des plus graves accusations qu'on puisse porter contre un dirigeant», a renchéri le sénateur démocrate Dick Durbin. Le républicain Richard Burr, président de la commission sénatoriale du renseignement, s'est montré nettement plus circonspect. «Je pense que le directeur (Comey) nous aurait peut-être informé s'il y avait eu une demande de cette nature», a-t-il affirmé, jugeant qu'il faudrait «plus que des sources anonymes» pour le convaincre. M. Flynn a été forcé de démissionner le 13 février pour avoir omis de révéler des contacts répétés avec l'ambassadeur russe aux États-Unis l'an dernier, dont certains auraient porté sur des sanctions américaines contre Moscou. Avant ces nouvelles révélations du *New*

York Times, la Maison-Blanche s'était employée mardi à contester l'idée selon laquelle M. Trump aurait compromis la sécurité des États-Unis en livrant des informations sensibles au chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov.

Selon plusieurs médias américains, Israël aurait fourni ces informations aux États-Unis dans le cadre d'un strict accord de renseignement et ne voulait pas qu'elles soient partagées avec un autre pays. Ces informations, qui concernent la capacité du groupe État islamique à armer de manière sophistiquée des ordinateurs portables, sont si sensibles qu'elles n'ont même pas été partagées au sein de l'alliance des «Five Eyes» (États-Unis, Royaume-Uni, Australie, Canada et Nouvelle-Zélande), selon le *Wall Street Journal*.



Points chauds

Suicide

Par Fouzia Mahmoudi

À la mort de Kim Jong-Il les espoirs de voir son successeur choisir une voie d'apaisement avec le reste du monde étaient fortement souhaités, que cela soit par les Américains, les Européens et surtout par les Sud-Coréens. Mais Kim Jong-Un, le nouveau dirigeant, s'est rapidement avéré être aussi provocateur et belliqueux que son défunt père. Et ces derniers mois la tension n'a cessé de croître, atteignant un degré qui inquiète de nombreux observateurs. Le nouveau président sud-coréen, Moon Jae-In, a de son côté estimé cette semaine que les risques d'affrontements militaires frontaliers avec la Corée du Nord étaient «élevés». Moon, investi à la présidence la semaine dernière, a prévenu que les programmes balistique et nucléaire du Nord «avançaient rapidement», quelques jours après le tir par Pyongyang d'un missile d'une portée apparemment sans précédent. «Je ne tolérerai jamais les provocations du Nord et ses menaces nucléaires», a-t-il dit lors d'une visite au ministère de la Défense, appelant son armée à adopter une «position défensive inflexible». Selon le président sud-coréen, «il existe une possibilité élevée d'affrontements militaires» à la frontière maritime disputée entre les deux pays ou le long de la frontière terrestre fortement militarisée. Nord et Sud sont toujours techniquement en guerre, car le conflit de 1950-1953 a été ponctué par un armistice, et non par un traité de paix. Ces dernières semaines, les tensions entre Pyongyang et l'administration du président américain Donald Trump se sont nettement intensifiées. Washington a déclaré que l'option militaire était sur la table tandis que le Nord lançait des menaces de représailles massives. Moon, classé plutôt à gauche, est favorable à une forme de dialogue avec Pyongyang pour le ramener à la table des négociations. Mais après le tir de missile de dimanche, il a déclaré que le dialogue ne serait possible que si «Pyongyang change de comportement». La Corée du Nord a revendiqué un tir réussi, assurant que le missile était capable de transporter une ogive nucléaire. Certains experts doutent cependant de la capacité du Nord à miniaturiser ses armes nucléaires de façon à les monter sur des engins balistiques. Pour eux, rien ne prouve que Pyongyang maîtrise la technologie en vue de la rentrée dans l'atmosphère. Quatre personnes, dont deux civils, avaient trouvé la mort en novembre 2010 quand la Corée du Nord avait tiré 170 obus d'artillerie sur l'île frontalière sud-coréenne de Yeonpyeong. C'était la première attaque nord-coréenne contre une zone civile depuis la guerre de Corée. Elle avait fait brièvement craindre à un conflit généralisé. Et les appels de Vladimir Poutine à un apaisement de la situation ne semblent pas avoir fait grand effet sur les protagonistes de ce conflit en devenir. Reste à savoir si Pyongyang veut véritablement entrer en guerre contre le reste du monde, car la Chine soutiendra difficilement un allié suicidaire, qui, même avec un arsenal nucléaire sera rapidement rayé de la carte sans un soutien de Pékin. F. M.

Afghanistan

Le siège de la télévision publique attaqué à Jalalabad

Des assaillants armés ont attaqué hier le siège de la Radio-Télévision afghane (RTA) en plein centre de Jalalabad, capitale de la province instable du Nangarhar où sont basés de nombreux combattants insurgés, un premier bilan faisant état d'au moins deux tués.

Les échanges de tirs se poursuivaient plus de deux heures après le début de l'assaut contre le siège de la RTA, proche du quartier général de la police.

Le porte-parole du gouverneur, Attaullah Khogyani, a évoqué un groupe de quatre assaillants, mais leur nombre est encore confus et l'opération n'a pas été revendiquée dans un premier temps.

«Au moins deux civils ont été tués et six blessés jusqu'à présent. Les combats se poursuivent», a déclaré M. Khogyani à l'AFP, précisant qu'il entendait toujours distinctement les tirs. «Quatre assaillants sont entrés à l'intérieur du bâtiment dont deux se sont fait exploser et deux résistent toujours», a-t-il précisé. Le patron des services de santé, le D' Najibullah Kamawala, a pour sa part cité «14 blessés acheminés vers les hôpitaux» de Jalalabad. Le siège de la Radio-

Télévision Afghane (RTA) est situé face aux bureaux du gouverneur provincial et du quartier général de la police à Jalalabad. Toutes les routes menant vers cette zone ont été fermées.

Des témoins, dont un correspondant de l'AFP, ont indiqué avoir entendu deux fortes explosions, probablement lorsque les kamikazes ont déclenché leur charge. «Dès que j'ai entendu des tirs, j'ai pris la fuite mais mes collègues sont toujours coincés à l'intérieur», a rapporté un photographe de la RTA sous couvert de l'anonymat. Le porte-parole de la police, Hazarat Hussain Mashreqiwal, dont les locaux sont situés à moins de 300 mètres du site attaqué, a confirmé l'irruption des attaquants.

«Nous ne savons pas quelle est leur cible exacte, mais nous sommes en train de riposter», a-t-il dit. Les organisations de presse et les journalistes, en particulier afghans, ont payé un lourd tribut ces dernières années au conflit: treize d'entre eux ont été tués en 2016 selon leur Comité de protection (AJSF). La province du Nangarhar, frontalière du Pakistan, abrite de nombreux combattants insurgés talibans, qui ont lancé fin avril leur

offensive de printemps, ainsi que des membres du groupe État islamique qui a fait de cette zone sa base-arrière en Afghanistan. Plusieurs opérations destinées à déloger l'EI y ont été conduites ces dernières semaines par les troupes afghanes, épaulées par les forces américaines qui ont perdu trois de leurs hommes dans ces combats. Le Pentagone a juré de chasser l'EI du pays d'ici la fin de l'année. L'armée américaine a largement débuté avril la plus puissante de ses bombes conventionnelles sur le district d'Achin, dans le sud du Nangarhar, visant un réseau de grottes et tunnels utilisé par l'EI. La méga-bombe a tué 96 combattants jihadistes de sources officielles. Mais cette opération a été critiquée par de nombreux observateurs pour qui les talibans, et non l'EI, constituent la principale menace à la stabilité et à la paix en Afghanistan. Les talibans contrôlent ou disputent désormais près de la moitié du territoire aux forces gouvernementales, poussant la Maison Blanche et l'Otan à envisager de renforcer les forces occidentales présentes – 13 200 actuellement, dont 8 400 Américains.



Festival de Cannes

Forte participation des films de langue française

■ Le Festival de Cannes devait être ouvert hier soir en présence d'un grand nombre d'artistes et professionnels du septième art. Cette manifestation internationale continue de réunir les amoureux du cinéma et les professionnels pour vivre des moments inoubliables. La soirée d'ouverture devait être marquée par la projection du long métrage «Les fantômes d'Ismaël» de Arnaud Desplechin.

Par Par Abila Selles

Le Festival de Cannes est de retour cette année avec beaucoup de nouveautés. Cet événement attendu chaque année par les amoureux du septième art est un rendez-vous international durant lequel le cinéma est présenté comme une industrie dont un bon nombre d'acteurs, cinéastes et professionnels participent à son évolution. Ces derniers sont mis sous la loupe du monde entier du début jusqu'à la fin de cette manifestation filmique.

Pour sa soixante-dixième édition, le Festival de Cannes devait être ouvert hier soir en présence d'un grand nombre de spécialistes. Ce festival qui se poursuit jusqu'au 27 du mois de mai courant verra une forte participation des films en langue française à l'image de «Les Fantômes d'Ismaël» d'Arnaud Desplechin, «Le Redoutable» de Michel Hazanavicius, «Rodin» de Jacques Doillon, «Nos années folles» d'André Téchiné, «Fleuve noir» d'Erick Zonca, «Happy end» de l'Autrichien Michael Haneke, «Une saison en France» du Tchadien Mahamat Saleh Haroun et «D'après une histoire vraie» du Franco-Polonais Roman Polanski.

Salon national des arts plastiques à Guelma
Plus de 100 œuvres d'art exposées au public

PLUS DE 100 toiles et sculptures sont exposées au 1er salon national des arts plastiques ouvert mardi à la maison de la culture Abdelmadjid Chafaï de la ville de Guelma. Quatre-vingt artistes issus de 39 wilayas du pays et représentant plusieurs tendances et écoles artistiques participent à ce salon, a indiqué Bouzid Nehili, directeur de la culture de la wilaya, précisant que 20 des plasticiens présents sont des artistes de la wilaya hôte. Cette manifestation, de trois jours, se veut un espace de rencontres et d'échange entre les artistes du pays, a noté le directeur de la culture. Le programme du salon prévoit des ateliers d'initiation aux arts plastiques, la réalisation de fresques et la présentation de communications sur l'art plastique en Algérie par Brahim Merdouch (Ghardaïa), Abdelkader Kouïch (Tamanrasset) et Mustapha Bousena (Bordj Bou Arreridj). Des visites aux sites touristiques de la wilaya sont également programmées en marge du salon. F. H.



De grands noms du cinéma seront présent à cet événement dont Sofia Coppola pour «Les Proies» avec Colin Farrell, Nicole Kidman, Elle Fanning et Kirsten Dunst, remake du film de Don Siegel de 1971, Todd Haynes pour «Wonderstruck» avec Julianne Moore et Michelle Williams, Alexander Payne pour «Downsizing» avec Matt Damon, ou John Cameron Mitchell pour

«How to talk to girls at parties» avec Elle Fanning et, encore, Nicole Kidman.

Du côté asiatique, le Sud-coréen Hong Sang-soo sera au rendez-vous avec «La Caméra de Claire». Bong Joon-Ho sera présent avec «Okja». Quant à la Japonaise Naomi Kawase elle participe à cet événement avec «Hikari». Les artistes américains

George Clooney sera présent avec son sixième film comme réalisateur, «Suburbicon», et Brad Pitt avec «War Machine» de l'Australien David Michôd, satire sur la guerre en Afghanistan produite par Netflix. Cette dernière a créé une vraie polémique cette année en défilant un vidéo d'un film avant sa projection au Festival de Cannes. Le jury chargé d'attribuer la Palme d'or

est présidé cette année par le réalisateur espagnol Pedro Almodovar, autre figure emblématique de ce rendez-vous du septième art.

Le fantôme d'Ismaël devait être projeté hier soir en ouverture officielle.

La fête a eu lieu hier soir sur la plage du Majestic ainsi qu'à l'Agora et elle devait être illustrée musicalement par l'Orchestre Fantasy Live Experience et le DJ Daddy Ryton.

Le 23 mai, une soirée-anniversaire marquera la 70e édition de manière exceptionnelle. Sous la présidence d'Isabelle Huppert, la scène du Grand Théâtre Lumière s'animera de projections, montages d'archives et extraits de films, intermèdes musicaux et interventions d'artistes. Le traditionnel dîner d'anniversaire réunira l'ensemble des personnalités présentes à Cannes ce soir-là, parmi lesquelles de nombreux artistes lauréats de la Palme d'or ou ayant marqué l'histoire du Festival.

A.S

— Agence algérienne pour le rayonnement culturel —

Lancement d'une formation pour les jeunes troupes musicales

L'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc) lance une formation de professionnalisation des groupes de musique à l'attention des jeunes artistes algériens de musiques actuelles, indique un communiqué de l'agence.

L'appel à candidature pour cette formation est ouvert jusqu'au 4 juin 2017, indique le communiqué. Les modalités d'inscription sont consultables sur les sites Internet de l'Aarc et de l'Institut français.

La formation proposée est un dispositif d'accompagnement visant à développer les compétences des jeunes artistes et de les encadrer dans la conduite

de leurs projets musicaux. Elle est co-organisée avec l'Institut culturel français d'Algérie et l'établissement culturel français FGO-Barbara.

Elle se déroule en deux sessions qui englobent des ateliers collectifs et des sessions de coaching personnalisées sur l'interprétation scénique, des techniques vocales, et de la stratégie de production, diffusion et de communication.

Six groupes émergents seront sélectionnés pour prendre part à cette formation et se produiront lors d'un concert, prévu le 8 septembre 2017 à Alger au cours duquel un groupe sera retenu pour jouer au FGO-

Barbara à l'automne 2017, dans le cadre d'une soirée dédiée à la nouvelle scène musicale algérienne.

Le FGO-Barbara est un établissement culturel de la ville de Paris qui accueille des résidences de création et d'accompagnement des artistes. Il dispose d'une salle de concerts de 300 places, de sept studios de répétition et d'un studio d'enregistrement.

L'établissement propose plusieurs dispositifs d'accompagnement des pratiques artistiques dans une démarche de soutien actif aux musiciens en voie de professionnalisation.

D. R.

Musée national de l'armée

Plusieurs activités pour célébrer le mois du patrimoine

Le Musée national de l'Armée a organisé mardi à Alger un événement culturel riche au profit des étudiants et écoliers à l'occasion de la clôture du mois du patrimoine. Un film documentaire retraçant les différents pans de l'histoire de l'Algérie a été projeté à cette occasion.

Une conférence a également été animée par l'académicien et préhistorien, Merouan Rabhi, dans laquelle il a expliqué «l'im-

portance de recenser» les peintures rupestres qui remontent à plus de «8 000 ans» afin de les protéger et les utiliser en matière de promotion touristique.

Intervenant sur la reine «Tin Hinane» (3^e et 4^e siècles), le commissaire du patrimoine au Musée du Bardo, Abdelali Naim a mis en avant des aspects importants et «mystérieux» de son histoire et son «influence» sur les Touareg. Une exposition

a été organisée en partenariat avec l'Institut d'archéologie de l'Université Alger 2, le musée national du Bardo et le musée national des antiquités et arts islamiques, laquelle a présenté plusieurs manuscrits et objets qui remontent à l'époque de l'Emir Abdelkader et la guerre de Libération en plus de photos représentant des fouilles archéologiques de l'Institut d'archéologie. L. B.

Rendez-vous culturels

Galerie Baya du Palais de la culture Moufdi-Zakaria (Kouba, Alger)

Jusqu'au 20 mai :

Exposition «Dhikr Pictural» de l'artiste peintre Anissa Berkane.

Musée public national du

Bardo (rue Franklin

Roosevelt, Alger)

Jusqu'au 22 mai :

L'ambassade du royaume des Pays-Bas en Algérie organise l'exposition de photographie «Culture assaillie», illustrant l'état des lieux, des monuments, sites et manuscrits ayant une valeur patrimoniale mondiale, qui se trouvaient dans le passé et qui se trouvent toujours en danger à cause des conflits.

Musée public national de l'enluminure, de la miniature et de la calligraphie (Alger)

Jusqu'au 30 mai :

Exposition de l'artiste calligraphe Salah El Megbed intitulée «Perles en lettres».

Salle Ibn Zeydoun

jusqu'au 24 mai :

Festival culturel européen d'Alger.

Jusqu'au 24 mai :

L'exposition «Swedish Fashion and Design stories» donne un aperçu des tendances de ces 15 dernières années.

Musée national d'art moderne et contemporain d'Alger (MAMA)

Du 13 mai au 13 juillet :

Exposition photographique intitulée l'kbal/Arrivées : «Pour une nouvelle photographie algérienne».



Coup-franc direct

La pagaille sera totale

Par Mahfoud M.

La fin de saison sera chaude comme est l'été qui se profile à l'horizon. En effet, les décisions approximatives des dirigeants de la balle ronde nationale font que personne ne les respecte maintenant. Comment respecter une instance qui 24 heures après avoir annoncé une décision se rétracte et en annonce une autre totalement contradictoire ? Comment respecter une instance qui est censée être autoritaire mais qui cède à chacune des pressions des présidents de clubs qui ne cherchent en définitive que leurs propres intérêts. Il est clair que la nouvelle équipe dirigeante de la Fédération est en train de patiner et n'a pas compris au fait que s'il laisse la liasse aux présidents de clubs, elle se fera marcher dessus et se retrouvera certainement dans une situation difficile. Le président de la FAF et ses lieutenants doivent savoir qu'ils doivent être autoritaires et ne céder aucune parcelle de leurs prérogatives, au risque de se trouver menés au doigt et à l'œil par des gens sans scrupules qui ne respectent aucune loi et sont prêts à tout pour garder leurs intérêts et les protéger à fond. Sans cette autorité, il est clair que les responsables de la FAF échoueront dans peu de temps et cela serait dommage pour les puristes de la balle ronde nationale qui avaient reporté tous leurs espoirs sur cette équipe de la FAF qui était censée nous faire oublier les ratages de l'ancienne Fédération. M. M.

Championnat d'Algérie de tennis de table par équipes Les tournois play-off D1 ce week-end

LE TOURNOI play-off de division une et d'accession de division 2 du championnat d'Algérie de tennis de table par équipes dames et messieurs aura lieu les 19 et 20 mai à la salle omnisports de Sid El Bachir d'Oran, a-t-on appris mardi auprès de la Fédération algérienne de tennis de table. Cette compétition de deux jours, organisée par la Fédération algérienne de tennis de table, regroupe les quatre équipes classées premières lors de la première phase du championnat national en division

nationale une et deux. Ils s'agit des clubs, le NRW Alger, AC Boudouaou, ASF Arbaa, FSRU Bouzareah (dames) et l'AJ Khroub, le RC Abraa, le NR Zéralda et l'AJJI Oran (messieurs) en tournoi play-off de la division 1. RAM Alger, Wiffak Khémis, ASJ Khroub et ASKM Oran (dames) et AC Boudouaou, Olympique Douera, SAFA Sidi Bel Abbes et le RC Arbaa, pour le tournoi de l'accession de la division nationale deux.

Handball/Championnat d'Excellence (dames) Les Pétrolières gardent le trophée

LES HANDBALLEUSES du GS Pétroliers ont conservé leur titre de championnes d'Algérie de la discipline, en s'imposant devant le HBC El Biar sur le score de 22 à 19 (mi-temps : 10-09), en match comptant pour la dernière journée de l'Excellence dames disputé mardi à la salle d'El Biar (Alger). Dans un match disputé devant un public nombreux venu assister à ce duel entre les deux meilleures équipes du championnat, les Pétrolières ont réussi à battre les El-Biaroises avec 3 buts d'écart et décrochent le titre grâce à un meilleur goal-average particulier. Après un début de match équilibré, marqué par beaucoup de déchets dans le jeu, de tirs ratés et des pertes de balles de parts et d'autres, les deux équipes sont restées au coude à coude : 3-3 après 10 minutes de jeu. C'est le HBC El Biar qui parvient tout de même à faire un petit break à la 15e minute (6-4), grâce notamment à

sa demi-centre tunisienne Ilhem Ghrissi et la gardienne de but Samia Khoukhou qui a réalisé plusieurs arrêts, mais le GS Pétroliers a su revenir et passer devant avant la mi-temps (10-09), profitant des expulsions pour deux minutes des joueuses d'El Biar. Au retour des vestiaires, les Pétrolières ont rapidement creusé l'écart en prenant jusqu'à 5 buts d'écart (15-10) après seulement 5 minutes de jeu, en s'appuyant sur ses deux arrières Haliche et Bouhadama. Solides défensivement et appliquées en attaque, les joueuses du GS Pétroliers sont parvenues à maintenir l'écart jusqu'au coup de sifflet final en s'imposant avec 3 buts d'écart (22-19). Les Pétrolières qui conservent le titre de championnes d'Algérie, décrochent à cette occasion le 24^e titre de l'histoire du club (ex-MC Alger), dont le 8^e sous leur nouveau sigle.

Judo

Le Championnat espoirs à Ain Defla

Le Championnat national espoirs de judo se déroulera les 19 et 20 mai à Ain Defla, a annoncé mardi sur son site officiel la Fédération algérienne de la discipline (FAJ). Chez les garçons, les catégories de poids des -81 kg, -90 kg, -100 kg et +100 kg

seront les premières à monter sur le tatami vendredi, à l'instar de leurs homologues féminines des -70 kg, -78 kg et +78 kg. Le lendemain, samedi, ce sera au tour des catégories de poids restantes de faire leur entrée en lice, à savoir celles des -60 kg, -66

kg et -73 kg chez les garçons, ainsi que celles des -48 kg, -52 kg, -57 kg et 63 kg chez les filles. La compétition sera précédée de la traditionnelle séance de pesée et de tirage au sort, jeudi, respectivement à 16h00 et à 19h30.

Mise à jour de la Ligue I Mobilis Le Doyen à l'épreuve des Sanafirs

Le Doyen des clubs algériens, le Mouloudia d'Alger, sera à l'épreuve ce vendredi du CS Constantine pour le compte de la mise à jour de la 26^e journée de Ligue I Mobilis, match qu'il n'a pas pu jouer en son temps, car étant pris par la rencontre de la Coupe de la Confédération africaine face aux Sud-Africains de Platinum Stars.



Les Mouloudéens décidés à l'emporter

Par Mahfoud M.

Les Vert et Rouge qui sont toujours en course pour le titre de champion surtout après le nul enregistré par le leader, l'ESS, à domicile face à l'USMH, tentera de revenir avec un résultat probant qui lui permettra de garder espoir pour se rapprocher plus de l'Entente, voir le détrôner, si cela sera possible. Les gars du Mouloudia devraient se donner à fond s'ils souhaitent rester dans cette course pour le championnat même si cela ne sera pas facile. En effet, il faut savoir que

les Constantinois n'ont pas assuré encore leur maintien en Ligue I Mobilis et ont un besoin pressant de points et c'est pourquoi ils feront tout pour l'emporter et donc avoir une chance de rester dans la cour des grands. Les gars de l'Antique Cirta savent qu'un autre faux pas sera catastrophique pour le club qui se rapprochera plus de la descente aux enfers et c'est pour cela qu'ils veulent prendre les trois points. Mais cela ne sera pas une partie de plaisir pour eux d'autant qu'en face ils auront une équipe solide qui souhaite aussi revenir avec au moins le point du

nul. Ça sera une rencontre assez disputée tactiquement, d'autant plus qu'elle opposera deux techniciens très expérimentés avec Amrani et Mouassa et qui ne sont pas à leurs débuts dans son métier. Il faudra s'attendre à ce que le suspens sera au rendez-vous entre deux formations aux objectifs opposés et qui sont parmi les formations les plus populaires et qui drainent des centaines de milliers de fans. Tout cela sous réserve que le match se joue étant donné que le MCA menace de boycotter. M. M.

L'USMA bat le MCO

L'USM Alger a battu le MC Oran (2-1) mi-temps (0-0) en match disputé mardi soir au stade Omar Hamadi de Bologhine (Alger) pour le compte de la 26^e journée du championnat de ligue 1 professionnelle de football Mobilis. Les buts de la rencontre ont été

inscrits par Andria Carolus (48') et Meziane (87') pour l'USM Alger. Hamidi a réduit la marque pour le MC Oran à la (90'+2). A la faveur de cette victoire, l'USM Alger remonte à la 3^e place du classement général avec 43 points à cinq longueurs du leader l'ES Sétif et à une unité du

deuxième le MC Alger qui compte un match en moins. Le MCO reste à la 8^e place avec le CR Belouizdad (36 points).

Kerbadj ira finalement au bout de son mandat

LE PRÉSIDENT de la Ligue de football professionnel (LFP), Mahfoud Kerbadj, a finalement renoncé à son départ, annoncé en ouverture des travaux de l'assemblée générale extraordinaire de son instance, hier, et a décidé d'aller au bout de son mandat qui expire en 2019. «Face à l'insistance des membres de l'assemblée générale qui, à l'unanimité, ont refusé mon départ, et vu la sollicitation du ministre de la Jeunesse et des Sports qui m'a demandé à son tour de rester, j'ai décidé d'aller au bout de mon mandat», a déclaré Kerbadj à l'issue de l'assemblée tenue au Centre technique de Sidi Moussa. Kerbadj, réélu en février 2016 pour un deuxième mandat à la tête de la LFP, avait justifié sa démission par «la grosse pression exercée sur (lui) et à laquelle (il) n'arrivait plus à faire face». R. S.

ES Sétif

L'entraîneur-adjoint Zorgane sanctionné

L'entraîneur adjoint de l'ES Sétif, Malik Zorgane est suspendu jusqu'à son audition par la commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP), a annoncé cette instance dans un communiqué. «Malik Zorgane, entraîneur adjoint de l'ES Sétif, est suspendu jusqu'au 22 mai 2017, date de son audition par la commission de discipline», a indiqué la LFP sur son site officiel.

L'ancien meneur de jeu de l'Aigle noir est appelé à s'expliquer sur le comportement qu'il a eu lors de la 26e journée de

championnat, disputée samedi dernier au stade du 8-Mai-1945 (Sétif) et ayant vu son équipe se neutraliser à domicile avec l'USM El Harrach (0-0).

En attendant cette audition, la LFP a déjà infligé une amende de 100 000 DA au club des hauts-plateaux, pour «mauvaise organisation et jets de projectiles», car outre Zorgane, les fans de l'ESS ont contesté certaines décisions du trio arbitral qui a, entre autres, refusé un but à l'actuel leader du championnat.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Visite du wali à l'hôpital d'Akbou

Affectation prochaine d'un radiologue



LE WALI de Béjaïa, Mohamed Hattab, s'est déplacé, avant-hier à Akbou, pour la deuxième fois consécutive en l'espace de deux semaines, pour inspecter le nouveau pavillon des urgences inauguré récemment. Le wali avait déjà ordonné son inauguration lors d'une visite inopinée effectuée il y a deux mois au niveau de cet hôpital. Le chef de l'exécutif avait alors fait le constat d'une situation catastrophique dans laquelle les malades étaient pris en charge. Il avait ordonné le transfert immédiat du service des urgences vers le nouveau bloc réalisé à cet effet il y a une année mais inexploité pour des raisons inconnues. L'ancien pavillon devrait être transféré à la médecine du travail pour sa rentabilisation. Le wali n'avait pas manqué de relever la mauvaise qualité de l'accueil des malades et s'était engagé à revenir sur les lieux afin d'inspecter l'état d'exécution des décisions prises afin d'améliorer les conditions de prise en charge des malades de cette localité. «Une nette amélioration a été constatée par le premier responsable de la wilaya au niveau du service des urgences qui a donc été transféré vers le nouveau bloc réalisé à cet effet depuis une année déjà, mais non opérationnel pour non achèvement de quelques petits travaux», a souligné la cellule de communication de la wilaya. «Ces travaux ont été effectués après ses instructions», ajoute la même source. «Suite à la demande du premier magistrat de la wilaya, un radiologue sera affecté prochainement au niveau de cet hôpital par le ministère de la Santé», poursuit la même source. Ainsi, les malades ne seront plus renvoyés vers le privé pour effectuer leurs radios, comme c'était le cas auparavant. Le wali a également effectué une visite au niveau de l'ancien hôpital d'Akbou construit en 1871 qui a été transformé en polyclinique. «Eu égard à l'état de délabrement de la structure qui abrite un service de psychiatrie ainsi que la médecine spécialisée, le wali a instruit le chef de daïra afin de procéder à la prospection d'un terrain ou une infrastructure pour le transfert de ces services afin d'offrir les meilleures conditions de travail aux médecins et aux patients», indique-t-on.

Hocine Cherfa

Allergologie

Un livre blanc pour la prise en charge de l'asthme et de l'allergie

LA SOCIÉTÉ algérienne d'asthmologie, d'allergologie et d'immunologie clinique proposera aux pouvoirs publics un livre blanc asthme-allergie contenant un programme national triennal pour une meilleure prise en charge de ces pathologies, a annoncé, hier à Alger, son président, le Pr Habib Douagui.

S'exprimant avant l'ouverture du 8^e Congrès euro-africain d'allergologie et d'immunologie clinique, prévue en fin de journée, le Pr Douagui a déclaré à l'APS que cette initiative constituera la première recommandation de cette rencontre, précisant que la démarche ressemble au Plan quinquennal anti-cancer initié par le président de la République.

Visant à mieux diagnostiquer, traiter et prévenir ces deux pathologies, le Plan asthme-allergie contiendra entre 10 et 15 propositions puisées des recommandations internationales

actualisées (2016), lesquelles ont notamment insisté sur l'aspect du contrôle, a-t-il expliqué, notant que ces maladies constituent la 4^e préoccupation de santé publique pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Se référant à des enquêtes internationales auxquelles l'Algérie a pris part, le spécialiste informe que l'asthme touche 4% de la population algérienne adulte et 8% de la frange des enfants alors que la rhinite allergique en affecte 20%.

«Certes, nous sommes bien au-dessus des pays subsahariens mais pour autant, nous ne pouvons pas nous permettre d'acquiescer tous les médicaments modernes très coûteux, ce qui incite à une réflexion à faire à ce sujet», a-t-il observé, citant l'exemple des coûts des traitements destinés aux cancéreux lesquels ont été multipliés par 8 en l'espace de 8 ans.

Ghania T.

Grève surprise des techniciens d'Air Algerie



Djalou@hotmail.com

Akfadou

4^e fête de la nature et des sports de montagne

■ La commune d'Akfadou abrite depuis hier la 4^e édition de la fête nationale de la nature et des sports de montagne.

Par Hocine C.

La fête annuelle est organisée par l'association «Assirem de Gouraya». Elle a accueilli cette année des délégations issues de 11 wilayas du pays. Durant cinq jours, l'évènement placé sous l'égide de la Fédération algérienne de ski et sports de Montagne prévoit plusieurs activités. En sus d'un programme prévu pour le 20 mai qui se déclinera en une balade sur la baie de Béjaïa, un championnat national d'escalade et une campagne de nettoyage des déchets au niveau du cap Carbon, d'autres activités seront

abritées par la maison de jeunes d'Akfadou et dans le massif forestier de la même localité. Il s'agit, notamment, de conférences sur des thèmes intéressant l'environnement et sa protection, expositions, chant et danse traditionnels, des randonnées pédestres, un pique-nique écologique, une coupe d'Algérie de course d'orientation, nettoyage des déchets et sorties sur les sites naturels et historiques, voire visite de vestiges archéologique de la région. Pour la journée du 21, une sortie touristique sur littoral allant de Béjaïa à Ziama Mansouriah est programmée. Elle sera ponctuée par des

haltes au niveau de plusieurs communes où des opérations de nettoyage de déchets seront exécutées. Selon les organisateurs, «cette fête de dimension nationale vise à valoriser la biodiversité et à sensibiliser sur sa préservation. Elle s'assigne comme objectif de développer le tourisme responsable en milieu rural et les sports de la nature ainsi que la promotion des cultures locales afin de les rendre visibles». Il s'agit également de réaliser des activités de loisir dans les forêts et favoriser les échanges inter wilayas au profit des jeunes, a-t-on souligné.

H. C.

Skikda et Bejaïa

5 casemates et 4 bombes artisanales détruites

CINQ CASEMATES pour terroristes, une importante quantité de produits destinés à la fabrication d'explosifs et 4 bombes de fabrication artisanale ont été détruites mardi à Skikda et Bejaïa par des détachements de l'Armée nationale populaire, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors des opérations de recherche et de ratissage, deux détachements de l'Armée nationale populaire ont détruit le 16 mai 2017 à Skikda et Bejaïa, cinq casemates pour terroristes, quatre bombes de confection artisanale et un quintal de produits entrant dans la fabrication des explosifs», précise la même source. Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, une unité des gardes-côtes «a saisi à Tlemcen, en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale, un quintal et 60 kilogrammes de kif traité».

En outre, des détachements de l'ANP et des éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté à Ouargla, Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam, 29 immigrants clandestins de différents nationalités, alors que des unités des gardes-côtes, ont déjoué à Annaba des tentatives d'émigration clandestine de 37 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale», conclut le communiqué.

Slim O.